



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/47/458  
29 octobre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session  
Point 89 e) de l'ordre du jour

FORMATION ET RECHERCHE : INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR  
LA FORMATION ET LA RECHERCHE

### Rapport du Secrétaire général

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Par. graphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 2	2
II. MESURES PROVISOIRES PRISES PAR LE SECRETAIRE GENERAL CONCERNANT L'UNITAR .....	3 - 5	2
III. RECOMMANDATIONS DU SECRETAIRE GENERAL .....	6 - 13	3
IV. ENQUETE SUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE ET DE FORMATION .....	14 - 19	4

## I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 46/180, du 19 décembre 1991, relatif à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Assemblée générale, après avoir examiné les rapports du Secrétaire général (A/46/619), du consultant indépendant de haut niveau (A/46/482, annexe), du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/46/619) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/46/624), a décidé que des mesures provisoires devraient être prises en ce qui concerne l'UNITAR et a demandé au Secrétaire général de faire des propositions pour le règlement de la dette courante de l'Institut et de faire des recommandations spécifiques sur son avenir. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de présenter une analyse du mandat, des programmes, des budgets et des modes de financement de tous les instituts de recherche ou de formation ayant des objectifs analogues à ceux de l'Institut, et d'indiquer les possibilités de rationaliser toutes les activités de recherche et de formation à l'échelle du système.

2. Le présent rapport décrit les mesures provisoires prises en ce qui concerne l'UNITAR, contient des propositions concernant l'avenir de l'Institut, y compris le règlement du problème de la dette, et s'inspire des recommandations du consultant de haut niveau. Il décrit également les résultats de l'enquête sur les instituts de recherche et de formation.

## II. MESURES PROVISOIRES PRISES PAR LE SECRETAIRE GENERAL CONCERNANT L'UNITAR

3. Pour ce qui est de la demande de l'Assemblée générale relative aux mesures provisoires à prendre en ce qui concerne l'UNITAR, les activités de l'Institut ont été axées sur les programmes de formation et les activités de recherche concernant la formation, comme l'a recommandé le consultant de haut niveau. Ces activités ont été essentiellement entreprises par le Bureau européen de l'Institut, et financées par des fonds extrabudgétaires. Elles sont décrites en détail dans le rapport du Directeur général par intérim (A/47/14).

4. En ce qui concerne le poste de directeur général, le Secrétaire général, compte tenu des recommandations pertinentes du consultant de haut niveau et dans le cadre de la première phase de la restructuration des secteurs économique et social de l'Organisation des Nations Unies, a décidé de supprimer le poste de secrétaire général adjoint en février 1992 et a nommé le Directeur du Bureau européen de l'UNITAR à Genève Directeur général par intérim.

5. En dépit de ces mesures, l'Institut connaît toujours de graves difficultés financières. Au 31 décembre 1991, le montant total de la dette dépassait 10,1 millions de dollars. Ce montant comprenait une avance consentie par l'Organisation des Nations Unies aux conditions fixées par le Comité consultatif en vue d'acquérir le terrain sur lequel est édifié le bâtiment du siège de l'UNITAR. L'Institut a accusé un déficit budgétaire de

717 710 dollars pour l'année 1990 et de 471 017 dollars pour l'année 1991. On prévoit que l'exercice 1992 se soldera lui aussi par un déficit. Des avances ont été autorisées par l'Assemblée générale ou consenties par l'Organisation des Nations Unies afin de préserver la viabilité de l'Institut, en attendant une décision sur son avenir de la part de l'Assemblée générale. L'incertitude quant à l'avenir immédiat de l'Institut a encore aggravé sa situation financière. En dépit de l'augmentation des fonds alloués aux programmes à des fins spécifiques, les contribuants hésitent à s'engager à verser des fonds au Fonds général dans les circonstances actuelles. On ne peut permettre que cette situation se perpétue.

### III. RECOMMANDATIONS DU SECRETAIRE GENERAL

6. Le Secrétaire général considère que la formation est un instrument dont l'Organisation des Nations Unies a absolument besoin si elle veut se doter des moyens de relever les défis auxquels elle est aujourd'hui confrontée et que la perspective d'une revitalisation de l'ONU rend indispensable le renforcement des capacités dans ce domaine. C'est dans cet esprit qu'il a élaboré des propositions visant tout à la fois à résoudre le problème de la dette de l'UNITAR et à renforcer les activités de formation au sein du système des Nations Unies.

7. Premièrement et après avoir examiné les différentes options qui s'offraient, le Secrétaire général a conclu que le meilleur moyen de remédier au problème de la dette serait que l'Organisation des Nations Unies reprenne le bâtiment qui abrite le Bureau de l'UNITAR à New York et qu'en échange, elle annule la dette que l'Institut avait contractée à son égard et accepte de couvrir les obligations financières de cet établissement pour 1992. Le Bureau serait progressivement supprimé, ses effectifs seraient réduits et l'UNITAR serait transféré à Genève. Les montants à déboursier pour financer la dette et les engagements financiers pour 1992 de l'UNITAR devraient s'élever à quelque 11 millions de dollars.

8. Deuxièmement, le transfert de l'UNITAR à Genève permettrait d'instaurer des liens étroits entre l'Institut et le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) qui se trouve à Turin (Italie), et dont les programmes de formation ont un rapport étroit avec ceux de l'Institut. Ce centre qui est doté d'un site résidentiel et de facilités de formation considérables est le seul campus dont dispose le système des Nations Unies. Il pourrait accueillir une grande partie des activités de formation de l'UNITAR qui non seulement s'en trouveraient renforcées mais deviendraient aussi plus rentables. A cet égard, le Centre a entrepris, à la demande du Comité administratif de coordination, une série d'activités de formation visant à appuyer les activités opérationnelles que l'Organisation des Nations Unies consacre au développement, notamment les stages de formation à la coordination sur le terrain que l'ONU et les organisations apparentées ont conçus à l'intention des administrateurs de haut niveau qui les représentent dans les divers pays. Le Centre de Turin pourrait, en collaboration avec l'UNITAR, renforcer les moyens dont il dispose pour l'exécution de programmes de formation interorganisations, ce qui permettrait de développer les activités opérationnelles des organismes des Nations Unies.

/...

9. Si l'Assemblée générale approuve ces propositions, le Secrétaire général prendrait les dispositions nécessaires pour établir des liens de coopération étroits entre l'Institut et le Centre de Turin de façon que ce dernier puisse accueillir la majeure partie des activités de formation de l'UNITAR.

10. Les programmes de formation à la diplomatie multilatérale que l'UNITAR a organisés à New York sont jugés utiles par de très nombreux Etats Membres. Le Secrétaire général a l'intention de faire en sorte que ces programmes puissent se poursuivre sous les auspices de l'ONU.

11. Après le transfert de l'UNITAR à Genève, les activités de formation de l'Institut continueraient d'être financées au moyen de contributions volontaires et de dons à des fins spéciales. Des fonctionnaires de l'ONU pourraient aussi être détachés auprès de l'UNITAR pour des périodes de courte durée.

12. Le Secrétaire général compte que les Etats Membres fourniront les fonds voulus pour couvrir le coût des projets de formation et les dépenses administratives.

13. Sur le plan de l'emploi, le transfert de l'UNITAR à Genève entraînera des réductions et/ou des redéploiements d'effectifs. Tout sera fait pour que soit intégré au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et aux autres organismes des Nations Unies le personnel de l'Institut qui serait libéré par la restructuration et, conformément au paragraphe 11 de la résolution 42/197 de l'Assemblée générale, pour que l'on veille à ce que les personnes considérées n'aient à subir ni déclassements ni réductions de prestations.

#### IV. ENQUETE SUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE ET DE FORMATION

14. Comme il en a été prié par l'Assemblée générale, le Secrétariat s'est mis en rapport avec les instituts de recherche et/ou de formation qui poursuivent des objectifs semblables à ceux de l'UNITAR et leur a demandé des informations sur leur mandat, leurs programmes, leur budget et leur mode de financement. Il s'agit des instituts suivants : l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ILPES), le Centre latino-américain de démographie (CELADE), l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et l'Université des Nations Unies (UNU). Comme l'indique le tableau, les mandats et les modes de financement de ces instituts sont variés et la gamme des activités qu'ils couvrent est très large.

/...

15. Le mandat et les activités de quatre des instituts susmentionnés - l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, l'UNICRI, l'UNIDIR et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social - concernent des domaines précis, à savoir la promotion de la femme, la prévention du crime et la lutte contre la criminalité, le désarmement et le développement social. Les activités de formation de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et de l'UNICRI sont très ciblées et sont liées à leurs domaines de compétence particuliers. Les autres instituts ou bien ont été mis en place à l'échelon régional à des fins spéciales, comme c'est le cas des trois centres régionaux pour la paix et le désarmement et le Centre latino-américain de démographie, ou bien ont été créés sous l'égide des commissions régionales, comme c'est le cas de l'IDEP et de l'ILPES, qui traitent des nombreuses questions liées au développement économique et social dans leurs régions respectives. L'IDEP et l'ILPES exercent leurs activités de recherche, de formation et d'assistance technique dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes, respectivement, et se consacrent essentiellement à la planification économique et sociale. De même, les centres régionaux pour la paix et le désarmement et le Centre régional de démographie n'exercent leurs activités que dans la région qu'ils desservent.

16. L'Université des Nations Unies se trouve dans une situation particulière en raison de la nature de ses activités de recherche et de formation de haut niveau. Sa charte lui donne pour mission de s'occuper de la vaste gamme des problèmes urgents posés par la survie, le développement et le bien-être de l'humanité, qui sont au coeur des préoccupations de l'ONU et des organismes des Nations Unies. Dans l'accomplissement de ce mandat, l'UNU adopte une optique multidisciplinaire et s'efforce de tenir largement compte de l'expérience, des vues, des traditions culturelles et des écoles de pensée de chaque région. Plus précisément, les activités de l'Université portent sur des questions aussi variées que les valeurs humanitaires universelles, les problèmes engageant la responsabilité de la communauté internationale, les nouvelles directions à imprimer à l'économie mondiale, le maintien des conditions de survie sur la planète, les progrès scientifiques et techniques, la dynamique démographique et le bien-être de l'humanité. L'Université est financée par des contributions volontaires - dont les plus importantes sont versées à un fonds de dotation - ainsi que par des contributions de fonctionnement de type annuel et reçoit un appui spécial pour ses programmes et projets.

17. Les instituts sont dotés de mécanismes de financement divers. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, par exemple, est entièrement tributaire de contributions volontaires alors que l'UNIDIR est financé en partie par des subventions prélevées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. L'IDEP et l'ILPES reçoivent des fonds des gouvernements des pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que d'organismes et de fonds des Nations Unies, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. Quant aux centres régionaux pour la paix et le

/...

désarmement et au Centre latino-américain de démographie, ils sont financés à la fois par des contributions volontaires, par des subventions prélevées sur des Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies et par le budget ordinaire de l'ONU. Comme il a été indiqué dans un certain nombre d'études antérieures sur le rôle des instituts de recherche autonomes des Nations Unies, ceux-ci connaissent souvent des difficultés en raison de la précarité de leur financement.

18. Conformément aux résolutions 44/175 et 45/219 de l'Assemblée générale en date, respectivement, du 19 décembre 1989 et du 21 décembre 1990, les instituts de recherche des Nations Unies se réunissent périodiquement. Depuis 1990, ces réunions sont surtout l'occasion pour eux d'échanger des éléments d'information, d'examiner les domaines dans lesquels ils pourraient coopérer et d'assurer la diffusion des résultats de leurs recherches.

19. Le Secrétaire général entreprend actuellement une étude globale de la structure des services du Secrétariat oeuvrant dans les domaines économique et social dans le but d'en poursuivre la rationalisation et de mieux répartir les responsabilités à l'échelle de l'Organisation. Son objectif est d'améliorer la qualité et la cohérence de l'appui que le Secrétariat apporte aux organes intergouvernementaux centraux et d'accroître l'efficacité des activités de collecte de données et de recherche et des activités opérationnelles menées par le Secrétariat. Il se propose également, dans le cadre de cette étude, d'évaluer l'efficacité des instituts exerçant des activités sectorielles, d'analyser les liens qu'ils entretiennent avec les services pertinents du Secrétariat et d'étudier la structure des services régionaux et les instituts régionaux.

NOM : CENTRE LATINO-AMERICAIN DE DEMOGRAPHIE (CELADE)  
 DATE DE CREATION : 1957  
 SIEGE : SANTIAGO

SIEGE : SANTIAGO						
MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS	
Aux termes de la résolution 346/AC68 de 1975, le CELADE a été intégré à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et chargé d'exécuter le programme régional de la Commission en matière de population.	Assistance technique, formation, recherche appliquée et information	- Collecte de données de base	Pour 1991 : 4 303 212 dollars	(Par ordre d'importance de la contribution)	Personnel recruté sur le plan international	21
		- Recherche démographique, formation et élaboration de politiques		- FNUJAP	Personnel recruté sur le plan local (y compris les administrateurs recrutés localement)	40
		- Santé maternelle et infantile/planification familiale (activités centrées sur l'hygiène sexuelle et le comportement procréateur chez la femme)		- Agence canadienne de développement international (ACDI) par le biais du Programme d'échanges et de coopération CELADE/CANADA		
		- Programmes spéciaux (recherche opérationnelle sur le comportement procréateur chez la femme et le vieillissement des populations)		- Budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies		
				- Gouvernement néerlandais		
				- Gouvernement français		
				- Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada		
				- Organisation panaméricaine de la santé (OPS)		

NOM : INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL  
 DATE DE CREATION : 1er AOUT 1963  
 SIEGE : GENEVE

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	PEFFECTIFS
A/5391 ST/SGR/126	Procéder à des recherches sur les problèmes et les politiques du développement social et les rapports entre divers types de développement social et de développement économique à des stades différents de croissance économique.	<p>Recherche : programme sur l'environnement, le développement durable et l'évolution sociale; crises, ajustement et évolution sociale; participation et évolution dans les relations en matière de propriété dans les sociétés communistes et post-communistes; conflits ethniques et développement; violence politique et mouvements sociaux; réfugiés, rapatriés et sociétés locales; incidence socio-économique et politique de la production, du commerce et de l'utilisation de stupéfiants illicites; et modes de consommation/ indicateurs qualitatifs du développement. Coordonne ces activités avec celles d'autres institutions spécialisées.</p> <p>Diffusion : publie des documents de synthèse, des monographies, des ouvrages, des résumés de conférence et un bulletin d'information. Publications adressées à des chercheurs, des enseignants, des responsables politiques, des animateurs et des dirigeants d'organismes de développement internationaux, régionaux et bilatéraux.</p> <p>Formation et mise en place d'institutions : des équipes de chercheurs venus d'universités et d'instituts de recherche locaux, surtout de pays en développement, réalisent les travaux de recherche de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement. Ce dernier fournit un appui technique et financier et assure la liaison avec les réseaux régionaux et internationaux.</p> <p>Conférences et ateliers : organise des réunions internationales pour présenter les résultats de la recherche axée sur l'élaboration de politiques.</p>	De 1,5 à 2 millions de dollars par an	Contributions volontaires de gouvernements, d'organismes internationaux, de fondations et d'autres organisations accordant des subventions	<p><u>Genève :</u></p> <p>Directeur 1</p> <p>Administrateurs a/ 10</p> <p>Personnel d'appui 7</p> <p><u>Dakar :</u></p> <p>Administrateurs b/ 2</p> <p>Personnel d'appui 2</p>

a/ Programme ordinaire.

b/ Programme associé "Stratégies pour l'avenir de l'Afrique".



NOM : INSTITUT DE PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES (ILPES)  
 DATE DE CREATION : JUIN 1962  
 SIEGE : SANTIAGO

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Créé par la résolution 220 (AC.52), intégré à la CEPALC par la résolution 340 (AC.66). Chargé en application de la résolution 371 (XVII) d'assurer le secrétariat technique du système de coordination et de coopération des organismes de planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat technique du Conseil régional de planification (39 organismes publics des pays d'Amérique latine et des Caraïbes) et des réunions du système de coordination et de coopération des organismes de planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes</li> <li>- Services consultatifs, formation, recherche appliquée et information</li> </ul>	L'ILPES concentre ses activités sur les cinq domaines techniques suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Planification et coordination des politiques gouvernementales</li> <li>- Programmation du secteur public</li> <li>- Programmes et projets sociaux</li> <li>- Développement régional et local</li> <li>- Banque de projets intégrés</li> </ul>	Pour 1992 : 3 000 000 dollars	% Contributions directes des gouvernements 40 Budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies 35 Projets spécifiques 10 Subventions de gouvernements européens 10	Experts et assistants de recherche 22 Personnel administratif et employés de bureau 15

NOM : INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION (IDEP)  
 DATE DE CREATION : MARS 1962  
 SIEGE : DARAR

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	FFPECTIFS
Résolution 58 (V) de la CEA, en date du 1er mars 1962 (Conférence des ministres du plan et du développement économique).	1. Offrir des cours de formation de durée diverse sur différents aspects du développement et de la planification en Afrique.	1. Formation - Cycle de programmes aboutissant à un diplôme de maîtrise en développement économique et planification. Ce cycle comprend les éléments suivants : programme de base, programmes de spécialisation en industrie, agriculture, énergie et ressources humaines; et programme de recherche. Plus de 1 200 fonctionnaires ont reçu une formation à l'Institut.	1989 a/ : 1 675 150 dollars 1990 b/ : 1 779 271 dollars 1991 c/ : 1 267 000 dollars  Dépenses effectives	1989 PNUD : 41,74 % Gouvernement : 41,27 % FNUAP : 17,00 %	Administrateurs 9 Agents des services généraux 24 Personnel à court terme (administrateurs et agents des services généraux) 9
	2. Organiser dans les pays africains des séminaires et des ateliers sur les problèmes pratiques du développement et de la planification aux niveaux national et régional.	2. Recherche : volume important de travaux de recherche publiés.	1989 : 1 213 247,08 dollars 1990 : 1 487 938,61 dollars 1991 : 1 075 189,66 dollars	1990 PNUD : 44,71 % Gouvernement : 36,80 % FNUAP : 18,50 %	
	3. Fournir des services consultatifs aux gouvernements africains sur les questions relatives au développement.	3. Documentation : vaste collection spécialisée de livres et publications à la disposition des chercheurs.		1991 Gouvernement : 66,59 % d/ FNUAP : 25,26 % FASHUDA : 8,14 %	
	4. Etablir une documentation sur le développement économique et la planification et fournir de la documentation aux institutions et organisations nationales et sous-régionales.	4. Organisation de conférences et d'ateliers sur divers thèmes ayant trait au développement.			
	5. Promouvoir et défendre l'indépendance économique des pays africains.	5. Création de réseaux avec des instituts nationaux correspondants.			

a/ Deux postes de la classe L5 imputés sur le budget de la CEA.

b/ Un poste de la classe L5 imputé sur le budget de la CEA.

c/ Quatre postes d'administrateur : deux postes de la classe L4, un poste de la classe L5 et un poste de la classe L6 approuvés par l'Assemblée générale à titre non renouvelable. Ces postes ne sont pas inclus dans les budgets respectifs.

d/ Le montant effectif reçu a été de 830 157,62 dollars mais les dépenses effectives pour 1991 ne sont chiffrées à 716 008,68 dollars.

NOM : INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA RECHERCHE SUR LE DESARMEMENT (UNIDIR)  
 DATE DE CREATION : 1er OCTOBRE 1980  
 SIEGE : GENEVE

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
<p>Créé par la résolution 34/83 M de l'Assemblée générale afin d'effectuer des recherches indépendantes sur le désarmement et sur les questions connexes, en particulier les questions de sécurité internationale, et travaillant en liaison étroite avec le Département des affaires de désarmement du Secrétariat.</p> <p>Statut approuvé par la résolution 39/148 H de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1984.</p>	a)	<p>Fournir à la communauté internationale des données plus diversifiées et plus complètes sur les problèmes relatifs à la sécurité internationale, à la course aux armements et au désarmement dans tous les domaines, en particulier dans le domaine nucléaire, afin de faciliter les progrès, par voie de négociation, vers une sécurité accrue pour tous les Etats et vers le développement économique et social de tous les peuples;</p>	1992 : 1 563 400 dollars	1. Subvention imputée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'alinéa 2) de l'article VII du statut de l'UNIDIR.	<p>Directeur (D-2) 1</p> <p>Directeur adjoint (D-1) 1</p> <p>Agents des services généraux 2</p>
	b)	Permettre à tous les Etats de participer en connaissance de cause aux efforts de désarmement;		2. Contributions volontaires des Etats Membres et d'organisations publiques et privées.	<p>Plus nominations ad hoc en tant que chercheurs, associés de recherche et personnel de secrétariat temporaire nommés dans le cadre d'un projet déterminé et sur la base de contrats à court terme (en 1992, ce personnel se composait de quatre associés de recherche et de deux secrétaires temporaires)</p>
	c)	Faciliter les négociations en cours sur le désarmement et les efforts suivis qui sont déployés en vue d'assurer une plus grande sécurité internationale à un niveau progressivement inférieur d'armements, notamment d'armements nucléaires, par des études et des analyses objectives et concrètes;			
	d)	Entreprendre, dans le domaine du désarmement, des recherches plus approfondies, davantage axées sur l'avenir et à plus long terme, qui aident à mieux comprendre les problèmes qui se posent, et encourager des initiatives nouvelles pour de nouvelles négociations.			

NOM : CENTRE REGIONAL DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT EN AFRIQUE  
DATE DE CREATION : 1er JANVIER 1986  
SIEGE : LOME

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Résolution 40/151 G de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1985	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir aux Etats Membres de la région africaine, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les initiatives qu'ils prendront et les autres efforts qu'ils feront en vue de mener dans la région une action de paix, de limitation des armements et de désarmement, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine.</li> <li>- Coordonner les activités régionales entreprises en Afrique au titre de la Campagne mondiale pour le désarmement.</li> </ul>	<p>Le Centre fonctionne sous les auspices du Département pour les affaires de désarmement, dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement. Le Département coordonne la participation des organes, programmes et organisations pertinents du système des Nations Unies. Des informations détaillées concernant les activités menées par le Centre et les questions budgétaires figurent dans le rapport du Secrétaire général sur la question qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.</p>	<p>Pour 1991 : 148 000 dollars</p> <p>Pour 1992 : 45 000 dollars a/</p>	<p>Créé pour le Siège de Lomé, sur la base des ressources existantes et des contributions volontaires que les Etats Membres et les organisations intéressées peuvent verser à cette fin.</p>	<p>Directeur (P-5)</p> <p>1</p>

a/ Ce montant porte sur le premier semestre de 1992.

NOM : CENTRE REGIONAL DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX, LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAIBES  
 DATE DE CREATION : 1er JANVIER 1987  
 SIEGE : LIMA

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Résolution 41/60 J de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1986	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir aux Etats de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les initiatives qu'ils prendront et les autres efforts qu'ils feront en vue de mener une action de paix et de désarmement et de promouvoir le développement économique et social par une réaffectation judicieuse des ressources disponibles.</li> <li>- Coordonner les activités régionales menées en Amérique latine et dans les Caraïbes au titre de la Campagne mondiale pour le désarmement.</li> </ul>	Le Centre fonctionne sous les auspices du Département des affaires de désarmement, dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement. Le Département coordonne la participation des organes, programmes et organisations pertinents du système des Nations Unies aux activités du Centre. Des informations détaillées concernant les activités menées par le Centre ainsi que les questions budgétaires figurent dans le rapport du Secrétaire général sur la question qui doit être présentée à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.		Créé en application de la résolution 39/63 J de l'Assemblée générale relative à la Campagne mondiale pour le désarmement, avec pour siège Lima, sur la base des ressources existantes et des contributions volontaires que les Etats Membres et les organisations intéressées peuvent verser à cette fin. Le Centre partage actuellement des locaux avec le Centre d'information des Nations Unies à Lima.	Directeur (P-5) 1

NOM : CENTRE REGIONAL DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE  
 DATE DE CREATION : 1er JANVIER 1989  
 SIEGE : KATMANDOU

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Résolution 42/39 D de l'Assemblée générale, en date du 30 novembre 1987	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir aux Etats Membres de la région d'Asie et du Pacifique, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les efforts et les activités qu'ils conviendront d'un commun accord de déployer en vue de mener une action de paix et de désarmement par une utilisation judicieuse des ressources disponibles.</li> <li>- Coordonner les activités régionales menées en Asie et dans le Pacifique au titre de la Campagne mondiale pour le désarmement.</li> </ul>	Le Centre fonctionne sous les auspices du Département des affaires de désarmement, dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement. Le Département coordonne la participation des organes, programmes et organisations pertinents du système des Nations Unies aux activités du Centre. Des informations détaillées concernant les activités menées par le Centre ainsi que les questions budgétaires figurent dans le rapport du Secrétaire général sur la question qui doit être présentée à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.		Créé, avec pour siège Katmandou, sur la base de ressources existantes et des contributions volontaires que les Etats Membres et les organisations intéressées peuvent verser à cette fin. Le Centre a temporairement ses locaux dans le bâtiment du PNUD à Katmandou.	Le représentant résident du PNUD assume les fonctions de directeur par intérim du Centre.

NOM : INSTITUT INTERREGIONAL DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES SUR LA CRIMINALITE ET LA JUSTICE (UNICRI)  
 DATE DE CREATION : 1968  
 SIEGE : ROME

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Résolution 1086 B du Conseil économique et social  Créé en 1968 sous le nom d'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale (UNSDRI). Le Conseil économique et social a adopté en 1989 un texte transformant l'UNSDRI en UNICRI.  L'Institut vise à contribuer - grâce à la recherche, à la formation, aux activités sur le terrain et à la collecte, l'échange et la diffusion d'informations - à la formulation et à l'application de politiques plus judicieuses en matière de prévention du crime et de lutte contre la criminalité, compte étant dûment tenu de l'intégration de ces politiques dans les grandes politiques de changement et de développement socio-économiques, et de la protection des droits de l'homme.	<p>a) Définir des stratégies, politiques et instruments appropriés de prévention du crime et de lutte contre la criminalité afin de contribuer au développement socio-économique et de promouvoir la protection des droits de l'homme;</p> <p>b) Etablir une base fiable de connaissances et d'informations sur les problèmes sociaux liés à la délinquance juvénile et la criminalité des adultes, une attention particulière étant accordée aux nouvelles formes de ces phénomènes, qui ont souvent un caractère transnational;</p> <p>c) Formuler dans le cadre susmentionné des modèles et des systèmes concrets visant à appuyer la formulation, l'application et l'évaluation des politiques dans une optique opérationnelle;</p> <p>d) Réaliser des activités de recherche et de formation concrètes se rapportant au Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale;</p> <p>e) Concevoir et exécuter des activités de formation au niveau interrégional et, à la demande des pays intéressés, au niveau national;</p> <p>f) Promouvoir l'échange d'informations en animant un centre de documentation international sur la criminologie et les disciplines connexes.</p>	<p>1. Recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et criminalité;</li> <li>- Bases de données internationales sur la justice pénale;</li> <li>- Stratégies en matière de prévention du crime et de lutte contre la criminalité;</li> <li>- Recherche bibliographique.</li> </ul> <p>2. Assistance technique</p> <p>Appui aux pays en développement aux niveaux sous-régional et national grâce à la promotion des compétences techniques en matière de prévention du crime et d'administration de la justice dans des domaines tels que la justice juvénile, la réadaptation sociale et l'abus des drogues.</p> <p>3. Formation</p> <p>Formation aux méthodes de recherche et d'analyse des politiques ainsi qu'à la création et à l'exploitation des bases de données sur la justice pénale et les domaines apparentés; projets de formation intégrée à l'intention des fonctionnaires de l'administration publique, des experts et du personnel d'intervention (agents de l'ordre public, enseignants, personnel sanitaire, travailleurs sociaux, police); services d'experts dans le domaine de la prévention du crime et de l'adaptation sociale ainsi que dans celui de la planification et de l'application des politiques en matière de prévention du crime. Les activités de formation sont réalisées aux niveaux international, sous-régional et national.</p> <p>4. Services de documentation : bibliothèques spécialisées en criminologie et en justice pénale; base de données/centre d'échange d'information sur la prévention de l'abus des drogues</p> <p>5. Publication des résultats des travaux de recherche et des travaux des réunions et séminaires scientifiques et contributions ponctuelles à des journaux scientifiques.</p>	Pour 1992 : 3 646 550 dollars	Le budget de fonctionnement et le coût des activités scientifiques de l'Institut sont imputés sur le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, auquel contribuent des Etats Membres, des organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que des institutions universitaires et des donateurs privés.	<p>Administrateurs 11</p> <p>Agents des services généraux 12</p> <p>Chercheurs de pays membres</p> <p>Consultants et experts 50</p>

NOM : INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME  
 DATE DE CREATION : 2 MAI 1976  
 SIEGE : SAINT-DOMINGUE

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Créé par la résolution 1998 (LX) du Conseil économique et social, en date du 2 mai 1976.	Stimuler et aider, grâce à la recherche, à la formation, à la collecte et à la diffusion d'informations, la promotion de la femme et son intégration dans le processus de développement à la fois comme participante et bénéficiaire. L'Institut appuie les efforts des organisations gouvernementales et non gouvernementales à cet égard.	1. Mener des activités de recherche et effectuer des études visant à renforcer la mobilisation et l'intégration réelles des femmes dans le processus de développement, une attention particulière étant accordée aux problèmes que rencontrent les femmes vivant dans des pays en développement;	Pour l'exercice biennal 1992-1993 : budget approuvé à concurrence de 4 104 906 dollars	L'Institut reçoit des Etats, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de fondations et de sources privées des contributions volontaires qui sont gardées dans le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, créé par le Secrétaire général conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Les ressources disponibles dans le Fonds d'affectation spéciale pour la période 1992-1993 comprennent les contributions prévues s'élevant approximativement à 4,6 millions de dollars.	Administrateurs 9 Agents des services généraux 34 Total pour l'exercice biennal 1992-1993 43
Il s'agit d'une institution autonome dans le cadre du système des Nations Unies qui a été créée en application de la Charte des Nations Unies pour servir, au niveau international, de cadre pour des activités de recherche et de formation ayant pour objet de contribuer à l'intégration et à la mobilisation des femmes dans le processus de développement, de sensibiliser l'opinion aux problèmes des femmes à l'échelon mondial et de mieux aider les femmes à faire face aux nouveaux défis et à s'engager dans une voie nouvelle.		2. Créer des programmes de formation, y compris un programme de bourses de formation et de services consultatifs, qui permettront à l'Institut de sensibiliser l'opinion aux problèmes concernant la femme et le développement, d'assurer une participation égale des femmes à tous les aspects du développement économique et social et d'élargir les possibilités qui leur sont offertes d'acquérir de nouvelles compétences afin de faire face aux défis que posent les changements rapides intervenant aujourd'hui dans la société;			
Résolutions 3520 (XXX) et 39/249 de l'Assemblée générale, en date, respectivement, du 15 décembre 1975 et du 9 avril 1985.		3. Aider à créer et à gérer un système d'information, de documentation et de communication qui permettrait à l'Institut de répondre aux besoins en matière de diffusion, à l'échelon mondial, d'informations concernant les femmes. Les principaux domaines du programme d'activité de l'Institut pour l'exercice biennal 1992-1993 sont notamment les suivants :			
		a) Prise en considération des femmes dans les programmes concernant l'environnement et le développement durable;			
		b) Formation visant à apprendre à tenir compte des préoccupations des femmes;			
		c) Evaluation des stratégies et programmes de développement pour s'assurer qu'ils bénéficient au maximum aux femmes;			
		d) Amélioration des statistiques et indicateurs concernant les femmes;			
		e) Méthodes d'évaluation de la contribution des femmes y compris dans le secteur non structuré.			



MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
Résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale - L'Université des Nations Unies est une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies. Conjointement parrainée par l'Organisation des Nations Unies et l'Unesco, un organe central de programmation et de coordination assure son fonctionnement; elle dispose d'un réseau de programmes et de centres de recherche et de formation postuniversitaire situés dans des pays développés et en développement.	<p>1. Recherche de solutions aux graves problèmes mondiaux de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité. Les domaines d'intérêt constants sont notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coexistence entre peuples ayant des cultures, des langues et des systèmes sociaux différents;</li> <li>- Relations pacifiques entre Etats et maintien de la paix et de la sécurité;</li> <li>- Droits de l'homme;</li> <li>- Changements économiques et sociaux et développement;</li> <li>- Environnement et utilisation rationnelle des ressources;</li> <li>- Recherche scientifique fondamentale et utilisation des résultats de la science et de la technique en faveur du développement;</li> <li>- Valeurs humaines universelles liées à l'amélioration de la qualité de la vie.</li> </ul> <p>2. Programme de formation et de bourses, destiné à réduire l'isolement intellectuel des savants dans les pays en développement et à renforcer ainsi les capacités nationales de recherche. Les domaines de formation sont notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Microprocesseurs et informatique;</li> <li>- Alimentation et nutrition;</li> <li>- Energie;</li> <li>- Biotechnologie;</li> </ul>	<p>A. Valeurs humaines universelles et responsabilités mondiales</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Exercice du pouvoir et résolution des conflits</li> <li>2) Le multilatéralisme et le système des Nations-Unies</li> <li>3) Culture et développement</li> <li>4) Projets spéciaux :             <ol style="list-style-type: none"> <li>i) Séminaire mondial au Japon</li> <li>ii) Forum Japon-ANASE</li> </ol> </li> </ol> <p>B. L'économie mondiale et le développement</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) La faim et la pauvreté : le milliard d'habitants le plus pauvre (UNU/WIDER);</li> <li>2) Monnaie, finances et commerce : réforme pour le développement dans le monde (UNU/WIDER)</li> <li>3) Autres projets de développement économique (UNU/WIDER)</li> </ol> <p>C. Systèmes mondiaux d'entretien de la vie</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Ecologie des montagnes et développement durable</li> <li>2) Ressources naturelles en Afrique (UNU/IRNA)</li> <li>3) Avenir de l'énergie et de l'environnement durable</li> <li>4) Projet spécial : environnement et santé techniques</li> </ol> <p>D. Progrès scientifiques et techniques</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Incidences des nouvelles technologies (UNU/INTECH)</li> <li>2) Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU/BIOLAC)</li> <li>3) Microprocesseurs et informatique</li> <li>4) Technologie des logiciels pour les pays en développement (UNUIITL)</li> </ol>	1992-1993 : 60 155 000 dollars	Contributions volontaires de gouvernements, d'organismes bilatéraux et multilatéraux, de fondations et d'autres sources privées et publiques. Les principales contributions vont au Fonds de dotation de l'UNU, dont le capital est placé et rapporte un revenu de base. L'Université reçoit également des contributions annuelles pour son fonctionnement ainsi qu'un appui pour des programmes et des projets spécifiques.	<p>Nombre total de postes permanents 155</p> <p>Tokyo 86</p> <p>UNU/WIDER, Helsinki 36</p> <p>UNU/INTECH, Maastricht 15</p> <p>UNUIITL, Macao 15</p> <p>UNU/IRNA, prévu à Accra avec une unité à Lusaka 3</p> <p>Le réseau de l'UNU comprend un grand nombre de chercheurs et de scientifiques de différentes institutions du monde entier qui effectuent des activités de recherche et de formation.</p>

MANDAT	PRINCIPALES FONCTIONS	TYPE D'ACTIVITES	BUDGET	SOURCES DE FINANCEMENT	EFFECTIFS
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Economie et techniques quantitatives;</li> <li>- Science et technique.</li> </ul>	<p>E. Dynamique de la population et bien-être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) Incidences des changements démographiques et de l'urbanisation</li> <li>2) Alimentation et nutrition pour le développement humain et social</li> <li>3) Projet spécial : conséquences socio-économiques et politiques du commerce international des drogues illicites</li> </ul>			
	3. Diffusion				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il s'agit surtout de publication, principalement aux presses de l'Université des Nations Unies, d'ouvrages à caractère scientifique;</li> <li>- Séminaires, conférences et autres types de réunions de spécialistes.</li> </ul>	<p>F. Activités interprogrammes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) Futurs changements dans le monde et modélisation</li> <li>2) Dimensions humaines et politiques des changements environnementaux dans le monde (notamment économie de l'environnement et du développement) (UNU/WIDER)</li> <li>3) La participation des femmes au développement (UNU/WIDER et UNU/INTECH)</li> <li>4) Forum du Moyen-Orient</li> <li>5) Frontières de la science et de la technique</li> <li>6) Formation et bourses</li> </ul>			